

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Vive l'Union Marocaine du Travail

La « R. P. »

Compte rendu de la Conférence
de Puteaux, 9 et 10 avril 1955

Politique de présence

et action directe par U. THEVENON

Un géant est mort par R. LOUZON

Les problèmes ouvriers devant le
développement de l'automatisme
industriel par H. THOMAS

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FOND

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 94 - Mai 1955

| | |
|---|------------------|
| Vive l'Union Marocaine du Travail ! | La R. P. |
| La conférence syndicaliste de Puteaux : Une promesse qu'il faudra tenir ! | R. HAGNAUER |
| Compte rendu de la Conférence nationale syndicaliste de Puteaux et résolution finale. | |
| Après la Conférence de Puteaux | R. MICHAUD |
| Simple remarques | L. MERCIER |
| La grève « sauvage » des services publics d'Amsterdam. | |
| Politique de présence et action directe | U. THEVENON |
| Conclusions sur l'Afrique du Nord | SINDBAD LE MARIN |
| La relativité de la simultanéité | A. EINSTEIN |
| Parmi nos lettres | |
| L'influence du P. C. | UN AMI PARISIEN |
| Le rôle du journal « Le Monde » | J.-P. CARRIER |
| Joliot-Curie à l'alignement | C. PATAT |
| Russes, Chinois et Américains | M. LIME |
| Le refus ouvrier des fabrications de guerre .. | N. FAUCIER |
| Contre tout réarmement. — Rail et route .. | M. LANDRY |
| La grève des enseignants | POCHIER |
| Le parti socialiste face au poujadisme | M. PIVERT |
| Pour l'unité européenne | NENERT |
| Notes d'économie et de politique | |
| Un géant est mort. — Notes brèves : Mar- quons des points ! — Premiers résultats des accords de Paris : la libération de l'Autriche. — Nouvelle phase dans la course entre la cuirasse et la torpille. — Le développement des symptômes de pré- crise (suite) | R. LOUZON |
| Propos irréguliers | R. H. |
| La vie des cercles | |
| Cercle Zimmerwald : séances des 27 mars et 24 avril. | |
| Les problèmes ouvriers devant le dévelop- pement de l'automatisme industriel | H. THOMAS |
| Livres et films | |
| « La Technique ou l'enjeu du siècle », par Jacques Ellul | J.-P. A. |
| « Le Sel de la terre » | M. L. |

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se referra le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Vive l'Union Marocaine du Travail!

La presse a annoncé la formation, au Maroc, d'une Centrale syndicale marocaine, affiliée à la C.I.S.L. : l'Union Marocaine du Travail.

Les fondateurs sont Mahjoub Seddik et Taïeb ben Bouazza. L'un et l'autre sont bien connus au Maroc, où ils ont longuement milité à la C.G.T. En décembre 52, lors de la prise d'assaut de la Maison des Syndicats de Casablanca par les forces armées de M. Boniface, ils ont été tous deux arrêtés et torturés, puis gardés deux ans en prison.

C'est donc à peine sortis d'une terrible épreuve qu'ils reprennent l'action, se préparant à des épreuves nouvelles.

La nouvelle Centrale syndicale, en effet, va se heurter à l'opposition et du patronat et de l'administration.

L'administration a, dès l'abord, officiellement proclamé que la constitution du nouvel organisme est illégale.

« Illégale », en effet, puisque les travailleurs marocains n'ont pas le droit syndical, l'administration s'étant contentée, depuis plus de dix ans, de leur... promettre ledit droit à bref délai.

Passant outre à la mauvaise volonté et à l'hypocrisie de l'administration, les syndicalistes marocains ont accompli un acte de courage et de clairvoyance.

Longue vie et heureuse lutte à l'U.M.T.

La « R.P. ».

La conférence syndicaliste de Puteaux

UNE PROMESSE QU'IL FAUDRA TENIR !

Nous ne reprendrons pas la formule-cliché ordinaire. Nous ne dirons pas que la conférence de Pâques a dépassé nos espoirs. Nous ne céderons pas à la tentation de grossir le nombre des participants et l'importance des résultats. Les fameuses méthodes d'« agit-prop » ne nous sont pas familières. Nous n'avons pas cherché l'effet spectaculaire, la manchette sensationnelle. Nous avons quelquefois dans le passé tenté de créer un choc psychologique ; c'était pour déterminer une action efficace immédiatement et un mouvement ample et massif. Cette fois, nous avons rejeté cette thérapeutique aux réactions brutales suivies de dépressions qui laissent le patient plus faible à la fin qu'au début de la cure.

Nous dirons modestement que la conférence ne nous a pas déçus, c'est-à-dire qu'elle a répondu exactement à nos intentions. Nous savions, avant l'ouverture, quels seraient les participants, les défections étaient motivées par des raisons matérielles et surtout par la lourde charge financière des voyages et des séjours à Paris. En compensation, certains Parisiens que nous n'attendions pas se sont déplacés. Aucun des absents involontaires n'a cherché d'excuses diplomatiques. Aucun des présents n'a eu l'impression d'avoir gâché inutilement deux journées de réjouissances pascales. Et pourtant le programme ne comportait aucune attraction. Connaissez-vous beaucoup de congrès qui mériteraient une appréciation aussi favorable ?

Il convient de rappeler que nous n'avons jamais eu l'intention de constituer un groupement de tendance, une nouvelle fraction, encore moins de lancer un nouveau mouvement pour l'unité ; il est vrai que nous parlions un langage commun, qu'il y avait entre nous tous des liens invisibles qui donnaient à notre réunion un petit air de famille. C'est sans doute que l'initiative venait de trois organes animés par la même pensée : recréer une opinion ouvrière libre. L'accord implicite dans la négation aurait pu se manifester par un concert de rancœurs, par une musique d'accompagnement d'une monotone amertume. Il n'en fut rien. On n'a pas lavé de linge sale, on n'a pas étalé ses plaies, il semble même que des expériences malheureuses du passé on ne tirait que le désir de dire autre chose que ce que l'on avait dit jusqu'alors, de faire autre chose que ce qui avait avorté au cours de tentatives lointaines ou récentes.

L'assemblée se composait de représentants des grandes industries et services publics : métallurgie, bâtiment, livre, transports, travailleurs de l'Etat, enseignement, etc... Des militants appartenant aux diverses centrales syndicales. Mais il fallait le savoir. Car aucun de ceux qui ont participé aux débats ne cher-

chait son inspiration dans sa propre centrale. Les problèmes exposés et étudiés ne relevaient pas de la tactique des confédérations, ne pouvaient avoir aucune influence sur les luttes d'influence qui les opposent. C'est-à-dire que la vision des choses n'était pas obscurcie par l'esprit polémique qui tend à se réjouir d'une défaite ouvrière dont l'organisation rivale porte la responsabilité.

Des réalités concrètes, des objectifs précis, clairs, une description scrupuleuse des difficultés, des obstacles, et des dangers soulevés par l'évolution industrielle et sociale.

Entendons-nous bien. Il ne s'agissait pas d'une étude objective à caractère académique. Ceux qui parlaient et écoutaient n'oubliaient pas qu'ils étaient d'abord des militants, des gens qui par définition ne s'inclinent pas devant le fait accompli, ne se résignent pas à la fatalité technocratique. Ce sont bien comme nous l'espérons les conditions de l'action ouvrière que l'on voudrait déterminer.

Un mot encore sur les participants. Une question d'âge. On nous a dit souvent que la « R.P. » était une revue faite par des vieux pour des vieux. Il est vrai que la majorité des rédacteurs de notre revue sont plus « chevronnés » que galonnés. Il est également vrai que nous pouvons nous flatter de la fidélité d'abonnés de trente ans. « Le Trait d'union syndicaliste » et l'« Alliance ouvrière », beaucoup plus jeunes que la « R.P. », sont tout de même suivis par une clientèle qui comprend également pas mal d'anciens. Cependant l'assistance ne ressemblait pas à ces aréopages vénérables siégeant au sommet d'institutions archaïques. Quelques jeunes qui n'avaient pas encore participé à l'action syndicale. La grande majorité était formée de camarades de cette génération d'entre deux guerres dont l'enthousiasme s'était éveillé lors des journées de Juin 36. Nous avons suffisamment insisté sur la nécessité du renouvellement des équipes, du rajeunissement de nos cadres, sur l'urgence d'appels touchant la jeunesse telle qu'elle est et non telle que nous voudrions qu'elle fût. Mais à l'heure actuelle, il est essentiel de ranimer le goût de l'action chez les « encore jeunes » qui ont sans doute subi l'influence de la « R.P. » mais dont l'expérience syndicale a souffert des flonflons du rassemblement populaire et des servitudes de la guerre, de l'occupation et de la libération.

On trouvera dans le compte rendu de la conférence un résumé, trop sommaire à notre gré, des différentes interventions. Peut-être sera-t-on surpris de la modestie des résolutions finales. Nous n'envisageons rien d'autre pour le moment que la création de cercles d'études sur la base régionale ou professionnelle, non que nous abandonnions tout espoir

de déclencher un grand mouvement tendant à l'unité du syndicalisme libre, mais il faut l'occasion et il faut aussi des gens et des groupes prêts à la saisir. D'autre part, se contenter de l'effort accompli par nos publications, ne pas le prolonger en effort de recherche collective, c'est chercher le soulagement, plus que l'efficacité. Dans le marasme présent, ce qui est de plus en plus grave, c'est l'absence d'une opinion ouvrière, la paralysie du mouvement ouvrier. Nous avons tenté de provoquer le fameux choc psychologique au lendemain de la fondation de F.O., à la veille de chaque congrès F.O. Nous n'y avons gagné que de nouveaux motifs de découragement. Notre formule évite de perdre du temps et ménage l'avenir. Nous renvoyons à la fin ce que nous plaçons au commencement. Si les cercles réussissent, il en sortira une nouvelle formule plus large qui s'imposera irrésistiblement.

Mais deux conditions préalables doivent être nettement exprimées. Les cercles ne réussiront que s'ils se consacrent exclusivement à l'examen des situations régionales et professionnelles et des possibilités immédiates d'action ouvrière. Ils n'éviteront les ostracismes mortels et ne prouveront leur utilité que s'ils ne tentent pas de se substituer aux organisations régulières — et s'ils se composent de militants décidés à agir dans ces organisations régulières après avoir étudié dans les cercles.

Nous avons parlé des absents involontaires, déjà présents à nos côtés. Nous voudrions nous adresser en conclusion à tous ceux dont l'absence volontaire s'explique par l'ignorance ou la méfiance.

Qu'il soit d'abord bien entendu qu'aucune discrimination idéologique ne jouera dans le recrutement des cercles. Nous n'avons nullement l'intention de renier à la « R.P. » nos ambitions révolutionnaires. Mais nous continuons à préférer le militant qui réalise sans « idées générales » au doctrinaire dont la prophétie révolutionnaire justifie la passivité. Un militant syndicaliste qui veut simplement

un syndicalisme indépendant a sa place parmi nous.

Nous n'avons donc pas adressé nos appels aux seuls minoritaires de toutes les centrales. Mais il est évident que les adversaires des bureaucraties omnipotentes devraient être les plus empressés à participer à notre effort. Nous pensons particulièrement à nos amis de la minorité F.O., militants de base ou secrétaires de fédérations, d'unions et de syndicats. Loin de nous opposer à eux, loin de vouloir les « diriger », nous souhaitons au contraire qu'ils orientent notre effort, en participant à nos recherches et nos études. La formule choisie leur assure le maximum de garanties. D'abord parce qu'aucun engagement ne les gênera dans leur besogne syndicale. Ensuite parce qu'il n'y aura pas en conclusion des travaux des cercles d'autre action que celle entreprise par les organisations dont ils ont la charge ou qu'ils influencent.

Nous voudrions aussi être entendus par les enseignants autonomes qui sont comme nous obsédés par les dangers du totalitarisme rouge et du cléricisme noir. On nous répète depuis sept ans que l'autonomie n'est qu'une position provisoire, que l'on veut demeurer lié au mouvement ouvrier. La conférence de Pâques offre l'occasion de prouver que ce ne sont pas là clauses de style et coups de chapeau rituels aux principes.

Qu'un cercle professionnel de l'Enseignement renouvelle le syndicalisme universitaire ! Que dans chaque cercle régional, des enseignants s'efforcent modestement de servir la classe ouvrière ! Une présence constante, c'est autrement éloquent qu'un discours ou une résolution de congrès.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — Le compte rendu que nous publions de la conférence est rédigé en style très condensé. Le manque de place nous oblige à regret à cette analyse insuffisante d'exposés et de débats assez denses. Mais les camarades qui sont intervenus auront — quand ils le voudront — la possibilité de développer leurs observations et leurs idées dans la « R.P. ».

Compte rendu de la conférence

SEANCE DU SAMEDI 9 AVRIL

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de *Mercier*. *Patat* donne lecture de la correspondance échangée, en particulier de lettres d'excuses.

Mercier définit les buts et les méthodes de la conférence convoquée sur l'initiative de la *Révolution prolétarienne*, du *Trait d'union syndicaliste* et de l'*Alliance ouvrière*. Il s'agit surtout de se grouper sur la base de nos aspirations communes et d'envisager les possibilités d'un travail collectif. Il n'est donc pas question de vote avec majorité et minorité.

Notre faiblesse c'est l'impuissance et la division du mouvement syndical. De grands problèmes sont résolus en dehors de la classe ouvrière. Nous voyons dans l'évolution actuelle naître des phénomènes ré-

volutionnaires sans intervention lucide et volontaire des syndicats.

Ce qui unit les militants syndicalistes, ce ne sont pas des doctrines idéologiques, c'est la communauté des problèmes et la volonté d'y répondre par des solutions ouvrières concrètes.

Avant la recherche des tactiques, manœuvres et alliances le mouvement syndical doit exister. Donc il faut le recréer sans patriotisme de centrale, sans manie idéologique. Revenons aux réalités.

I. — Les situations régionales et professionnelles

Thevenon caractérise l'évolution économique de la Loire, autrefois centre important métallurgique et minier. Le patronat décadent ne s'adapte qu'avec

difficulté. Si les commandes militaires n'existaient pas, la crise serait catastrophique.

Le gouvernement a constitué un comité pour rénover l'économie départementale. On s'est adressé aux organisations syndicales. Alors que la C.G.T. et la C.F.T.C. ont refusé, F.O. a accepté sous condition d'obtenir des garanties pour les salariés lors de toute solution préconisée.

Le mouvement syndical présente des noyaux de militants aussi bons et plus nombreux qu'avant guerre, avec des jeunes très actifs. Le nombre des syndiqués reste relativement faible, mais l'influence des syndicalistes est réelle dans toutes les centrales.

Dichamps examine la situation dans le Bâtiment dont les caractéristiques sont les suivantes :

Méthodes nouvelles, grande mécanisation, concentration des firmes patronales, disparition de l'ancien esprit du bâtiment ; augmentation du nombre des manœuvres et des ouvriers spécialisés ; disparition de certains métiers ; système de rémunération basé en grande partie sur les primes suivant le rendement ; embauche par équipes pour travail global ; répartition des sursalaires entre les membres des équipes. Aussi, les salaires officiels : 125 à 130 francs, peuvent-ils s'élever jusqu'à 350 francs de l'heure. Il y a d'ailleurs une grande multiplicité de catégories.

Tous les syndicats groupent à peine 15 % des effectifs de la main-d'œuvre. Il devient très difficile de mener une action payante sur les chantiers ; il est nécessaire de coordonner les luttes ouvrières sur le plan national et même international.

Boudet fournit des renseignements sur la situation des travailleurs des transports qui vont du pilote d'avion au chauffeur de corbillard.

La législation sociale n'est pas appliquée. Pas de comités d'entreprise dans la plupart des entreprises. On a tendance à considérer les chauffeurs de camion comme des manœuvres. Dans les ports et entrepôts, l'utilisation des engins de levage a réduit le nombre des dockers de 40.000 avant guerre à 19.000 aujourd'hui.

Grande diversité dans les salaires. Pour un salaire horaire de 125 francs on aboutit à des gains de 4.000 francs par journée de travail. Multiples primes : distances, extra-muros, salissure, etc. Grande faiblesse des syndicats. Les militants sont devenus des spécialistes en chambre. En comptant la S.N.C.F., il y a à peine 10 % de syndiqués au total.

Les grands offices nationaux sont orientés par l'Etat-patron et les grands patrons, avec quelques strapontins pour les délégués ouvriers sans force réelle pour les appuyer. Aussi pratique-t-on la méthode des compromis.

Il existe pour les transporteurs routiers une puissante organisation mixte et un syndicat corporatif avec assurances, contentieux et avantages divers.

Maupioux caractérise la situation dans le Livre. Malgré une perte lente d'effectifs, la force syndicale est réelle, 50.000 adhérents à la fédération. Des avantages certains ont été acquis : salaires relativement élevés (avec grosse différence entre la presse et le labeur, d'une part, Paris et la province, d'autre part) ; caisse complémentaire de retraite-veillesse.

A propos de cette réalisation, dont bénéficient déjà depuis deux ans les ouvriers de la presse parisienne, *Maupioux* se fait l'écho des réserves formulées par certains camarades qui se résignent mal à prendre leur retraite à 65 ans. Ils voudraient qu'un minimum de liberté soit laissé aux professionnels capables d'accomplir leur travail au-delà de l'âge fatidique. D'autant plus qu'au syndicat des correcteurs — dont il est le secrétaire — l'âge ne fait souvent qu'ajouter à la compétence des travailleurs.

La fédération du Livre est affiliée à la C.G.T., mais la direction tient compte de l'esprit des travailleurs. 18.000 syndiqués s'étaient prononcés pour quitter la C.G.T., mais se sont inclinés pour maintenir l'unité corporative. Si la minorité était plus active, elle aurait la possibilité de séparer d'avantage la fédération de la C.G.T.

Les traditions sont en déclin. L'ouvrier lit moins et n'assiste plus guère aux assemblées. Les progrès techniques présentent de graves dangers : les nouvelles machines pouvant être actionnées par des non-professionnels (hommes ou femmes).

Lazarévitch reconnaît les aspects positifs de l'action syndicale dans le Livre, mais signale de gros défauts : compartimentage des catégories, esprit strictement matérialiste, barrières corporatives, avachissement général.

L'esprit syndicaliste souffre des accords avec le patronat pour le « bien commun », par la déclaration commune sur la productivité, par des coteries et l'antiféminisme.

Il n'approuve pas l'embauche monopolisée par un syndicat contre des travailleurs organisés à F.O. ou à la C.F.T.C. Il juge nécessaire un redressement de la mentalité du militant, même dans des syndicats contrôlés par des syndicalistes comme celui des correcteurs de Paris.

Duperray analyse la situation dans l'Enseignement. L'autonomie a développé le corporatisme. La plupart des anciennes revendications corporatives sont à peu près satisfaites, d'où la dégénérescence actuelle du syndicalisme. Il n'y a pas de baisse d'effectifs, les cotisations sont toujours payées régulièrement, mais dans l'ensemble on ne s'intéresse plus au mouvement ouvrier.

Hagnauer approuve entièrement les observations de Duperray. Il signale cependant que le corps des instituteurs est demeuré sain dans sa grande majorité et que l'influence stalinienne y est beaucoup moins virulente que dans le secondaire et dans le supérieur. Il déplore l'écart entre les traitements de fin de carrière et ceux des jeunes, et le développement de l'esprit de catégorie.

Debourg précise les traits marquants dans l'Ain, département peu industrialisé : Situation économique peu florissante. Concurrence victorieuse des régions avec sources de matières premières. Main-d'œuvre semi-paysanne pratiquant souvent deux métiers ; salaires moins élevés que dans les centres industriels. Mouvement syndical faible.

Il pense qu'il y aurait possibilité d'ententes entre les salariés et les paysans par la coopération des consommateurs.

Mercier conclut que ces exemples précisent des faits qui s'opposent souvent aux formules. Il faut constituer des cercles chargés de cette documentation permanente.

II. — De la revendication à la participation

Le Bras développe et illustre son rapport (R.P. d'avril). Il évalue à 90 % la masse des ouvriers métallurgistes qui travaillent au rendement. Il insiste sur les comités d'entreprise lancés par les communistes et les patrons dans l'impasse des œuvres sociales. Il considère qu'ils pourraient être utilisés comme moyens de formation, de contrôle, de documentation.

Première étape à atteindre : gérer les fonds importants de ces comités pour l'intervention ouvrière dans les boîtes, s'en servir pour éduquer les militants sur la base de l'entreprise.

Examinant diverses expériences, notamment celle de Yougoslavie, il constate que les mêmes problè-

mes se posent partout quant aux relations entre directeurs techniques et travailleurs.

Boudet. Il y a peu de comités d'entreprise qui fonctionnent. Leur autorité légale est amoindrie et la plupart sont sous la coupe des stalinien, ce qui les détourne de leur but.

Il déplore le manque de compétence ouvrière en matière économique. Le délégué ouvrier échappe trop souvent au contrôle syndical, d'où danger de « l'esprit maison ».

Boucher montre les difficultés du contrôle sur le financement des comités d'entreprise. On en avait prévu 22.000 en 1945, il n'en existait que 9.000 en 1951, dont le fonctionnement est généralement défectueux. Et très rares sont ceux qui interviennent réellement dans le fonctionnement des boîtes.

Il préconise l'emploi de « l'ingénieur syndical » comme aux Etats-Unis, afin de documenter les militants, en vue de l'action.

Thersant ne pense pas que le comité d'entreprise soit qualifié pour la gestion de l'entreprise.

Charbit. Une gestion intelligente des fonds des comités d'entreprise serait une excellente préparation à la gestion des entreprises.

Lime cite des exemples de truquage de bilan. Il est contre la présence des technocrates dans les syndicats ouvriers.

Teissier. Les jeux financiers sont incompréhensibles sur la base des renseignements d'usine. Il estime que la revendication est préférable aux formules de gestion, car il est impossible à la classe ouvrière de gérer les entreprises en régime capitaliste.

Duvernoy. Les droits accordés par la loi ne sont pas utilisés par les travailleurs. Si l'organisation syndicale était plus efficace, les données techniques pourraient être connues et appréciées. Il ne faut pas se décourager, il faut préparer de nouveau 1936 et 1945.

Cot examine la situation des salariés de la Fonction publique. Il pense que les C.E. pourraient défendre les citoyens et les contribuables contre les gaspillages, et informer la population sur l'utilité ou l'inutilité des services publics.

Barton regrette la composition des C.E. Leur fonctionnement devrait dépendre exclusivement des salariés, en étroite liaison avec le mouvement syndical.

Le Bras craint la bureaucratie technicienne. Il préfère l'action militante dans l'entreprise.

SEANCE DU DIMANCHE 10 AVRIL

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de *Dichamps*.

III. — Activités du militant à la base

Thersant développe son rapport paru dans le supplément du *T.U.S.*

Il insiste sur le rôle des petits noyaux de militants et la nécessité de répondre à tous les aspects de la vie sociale : travail, logement, éducation, consommation, etc.

Lazarévitch. Les pires dangers sont le bureaucratisme des directions et l'avachissement des salariés. La réponse est d'ordre moral : courage et dévouement du militant. Mais aussi : démocratie ouvrière. Il rappelle que si les tâches pratiques sont nécessai-

res, la défense contre le totalitarisme stalinien est essentielle. Il regrette le peu de place accordé à cette œuvre capitale.

Mercier demande que l'on abandonne la « foire aux idées ». Le travail à la base est la meilleure réponse au stalinisme. Les stalinien n'offrent jamais de solution, ils ne tendent qu'à l'agitation.

Thevenon cite l'exemple de l'Union locale de Montbrison (Loire). Un travail d'équipe et une intervention dans la vie de la cité ont abouti au développement des syndicats libres et à l'élimination progressive des stalinien.

IV. — Définition d'une politique syndicale ouvrière

Hagnauer éclaire certains points de son rapport (voir *R.P.* d'avril). Il insiste particulièrement sur la nécessité de dégager une politique ouvrière qui soit nettement distincte de toute politique d'Etat ou de Parti. Il rappelle à ce sujet son opposition passée au planisme de 1935, dont il souligne les caractères. Il voudrait que l'on fixât les frontières de la classe ouvrière, que l'on libérât la spontanéité ouvrière. Il précise de nouveau que la revendication est facteur essentiel du progrès technique et humain, et montre par des statistiques officielles qu'il n'y a nullement fatale corrélation entre la hausse des salaires et la hausse des prix.

Mercier cite diverses possibilités de politique ouvrière : logement, sécurité sociale, C.E.C.A., circuits de distribution. L'intervention doit sauver la dignité ouvrière.

Lazarévitch proteste contre la formule « foire aux idées ». La lutte contre le stalinisme est abandonnée aux organisations bourgeoises. Elle devrait être nôtre.

Merino rappelle les luttes des syndicalistes espagnols contre le communisme et préconise la création d'un quotidien syndicaliste.

Cécile Michaud se refuse à considérer les déplacements des travailleurs comme des « déportations ». Au contraire, la connaissance des migrations industrielles pourrait aider à définir une politique syndicale.

Duperray, en réponse à *Lazarévitch*, estime que le travail pratique et la lutte contre le stalinisme ne sont pas incompatibles, ils sont complémentaires. Dans la Loire les militants mènent les deux actions.

Lefèvre se déclare d'accord pour une politique syndicale ouvrière dégagée de l'esprit de boutique confédérale. Il craint que l'antistalinisme forcé ne conduise à des alliances dangereuses. Il déplore l'atmosphère militaire américaine dans sa région.

Lime donne des exemples de la relativité de la règle « A travail égal, salaire égal », pour les travaux féminins.

Gauthier expose l'action menée chez Latil. L'emprise stalinienne sur les travailleurs a été combattue de front, avec succès.

Teissier. L'antistalinisme ne doit pas signifier subordination à l'impérialisme américain.

Hagnauer précise qu'il n'a voulu que poser des questions essentielles. Il répond à certaines objections. Pour les déplacements industriels, il répète qu'il ne faut pas les subir, mais les préparer. La spontanéité ouvrière peut être parfois dangereuse en ses effets, elle est la condition essentielle de la libération ouvrière. Il s'élève contre le nationalisme

de certaines réactions anti-américaines. Nous ne sommes pas solidaires des gouvernants et militaires américains, mais des syndicats américains.

V. — Travail en commun de militants de diverses confédérations

Thevenon. Le travail peut être mené avec des concours variés, suivant l'exemple pratiqué dans la Loire : cercle d'études syndicalistes rassemblant des militants de toutes les organisations libres pour connaître les problèmes ; comité de liaison permanente entre délégués de toutes les U.D. et syndicats autonomes ; création de cartels pour des actions précises avec toutes organisations ouvrières. Ainsi le bloc syndicaliste évite le chantage et les manœuvres communistes. Formule très souple qui permet de toujours maintenir le contact et de créer un esprit de collaboration chez les jeunes. Le résultat c'est que la C.G.T. ne peut plus rien seule, et que les actions des syndicats libres peuvent être déclenchées.

Il propose d'étendre cette formule à d'autres départements. Puis de la faire grandir à l'échelon national.

Duperray parle également des activités multiples des syndicalistes de la Loire (informations sur la réalité russe, action en faveur des Nord-Africains, défense sociale, etc.).

Lazarévitch connaît et approuve le travail dans la Loire. Deux points faibles : la force syndicaliste ne s'est pas reconstituée chez les mineurs depuis la disparition d'Arnaud ; le travail de débouillage de crânes antistalinien est insuffisant.

Thevenon. Les travailleurs n'écourent les militants anti-staliniens que dans la mesure où ces mêmes militants prouvent être les meilleurs organisateurs et combattants des luttes sociales.

Mercier cherche à tirer des conclusions pratiques

et propose une résolution préconisant la création de cercles syndicalistes par profession et par région, si possible d'entreprise, entre militants sans distinction d'appartenance fédérale ou confédérale.

Thersant regrette que la résolution ne reflète pas l'atmosphère de la conférence, son excellent esprit et sa réussite. Il voudrait que se règlent les questions de presse, d'information et de propagande.

Lazarévitch. La résolution est muette sur la question du stalinisme. Elle ne parle pas de la bureaucratie syndicale non plus.

Lime et un délégué espagnol. L'essentiel est de combattre l'esprit totalitaire du communisme qui a pourri le mouvement syndical français.

Teissier croit que la résolution ne devrait pas parler seulement du danger stalinien, mais aussi des emprises confessionnelles.

Dichamps propose de considérer la résolution comme une base d'accord et d'améliorer sa rédaction suivant l'esprit indiqué par les interventions.

Il demande que l'on passe à la question de la création des cercles professionnels et régionaux, de la coordination des cercles déjà existants, et propose la désignation d'une commission de travail.

Mise aux voix, la résolution est adoptée à l'unanimité moins une voix (*Lazarévitch*), une précision concernant le stalinisme devant y être ajoutée.

Dejong. Au nom du Comité anarcho-syndicaliste de Hollande et de la centrale syndicaliste de Suède, remercie la conférence de les avoir invités comme observateurs, et félicite les participants pour leur esprit de tolérance et leur recherche du concret.

Dichamps annonce la clôture de la conférence, en appelant les militants à prolonger l'effort si bien commencé par la création de cercles et par la prise de leurs responsabilités dans leurs syndicats. La renaissance d'un syndicalisme ouvrier authentique est possible si nous y travaillons dans le même esprit qui a présidé à nos études et confrontations.

RÉSOLUTION FINALE

La Conférence nationale syndicaliste, réunie les 9 et 10 avril 1955, à la mairie de Puteaux, sur l'initiative de la Révolution prolétarienne, le Trait d'union syndicaliste et l'Alliance ouvrière, et groupant des militants de province et de Paris appartenant à la C.G.T. (Livre et Bâtiment), à Force Ouvrière, à la C.N.T., aux Indépendants, aux Autonomes et à la C.F.T.C. ;

Après avoir analysé les diverses situations sociales sur le plan de la profession et sur celui des régions,

Après avoir constaté l'extrême faiblesse du mouvement syndical français en tant que moteur de l'évolution sociale,

Après avoir recherché les voies et moyens d'une véritable politique syndicale ouvrière, déterminée et menée par les travailleurs eux-mêmes,

Décide de favoriser la création de groupes de militants sur la base locale, professionnelle et d'entreprise, dans les buts précis :

a) *d'étudier les problèmes sociaux actuels, par des monographies et des bilans ;*

b) *de rechercher les solutions ouvrières à ces problèmes ;*

c) *de définir sur cette base une véritable politique syndicale ouvrière capable d'animer et d'orienter l'évolution économique et sociale ;*

d) *de défendre et de propager ces solutions au sein des diverses confédérations sans souci des particularismes de centrale ;*

e) *d'articuler et de coordonner ces efforts sur les plans national et international ;*

f) *d'utiliser au maximum ces études et ces propositions pour la reconstitution d'un fonds de bibliothèque syndicale ouvrière.*

★★

Conformément à l'opinion exprimée par la conférence, ce travail est considéré comme la meilleure réponse à l'œuvre de destruction du mouvement ouvrier menée par le parti communiste, et signifie que la classe ouvrière doit fournir des réponses à l'ensemble des questions que pose la décomposition du capitalisme, en évitant les dangers de la technobureaucratie et du totalitarisme.

Après la conférence de Puteaux

On ne pouvait attendre de la conférence syndicale de Pâques qu'elle propose des solutions à tous les problèmes qui se posent aujourd'hui aux syndicalistes. Si certains en avaient l'illusion, les militants tant soit peu réalistes ne pouvaient raisonnablement espérer qu'elle fût le point de départ d'un mouvement syndical puissant, débarrassé de la tutelle communiste, comme il en existe dans la plupart des grandes démocraties occidentales.

Il était cependant permis de penser que, parmi les militants qui se penchent sur les problèmes ouvriers, un certain nombre ne se satisferait plus des affirmations d'antan sur la lutte de classes et l'Etat, mais, qu'ayant observé l'évolution politique, économique et sociale des vingt dernières années, et qu'instruits des expériences des mouvements syndicaux des autres pays, ils tenteraient d'apporter dans l'analyse de la situation présente et dans la recherche d'une tactique un accent plus conforme aux faits qu'aux idéologies d'un passé révolu.

En réalité, malgré quelques essais timides et inefficaces pour ramener la discussion sur les tâches pratiques et immédiates du syndicalisme, l'ensemble des militants ont ressassé les vieilles formules, qui, en 1906, avaient leur raison d'être, mais qui, en 1955, après les transformations que l'Etat et le capitalisme ont subies, nous apparaissent singulièrement dépassées.

Nous comprenons, certes, que des militants se rattachent à ces formes d'idéalisme que représentent l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire et qu'ils considèrent que la lutte continue tant que les objectifs figurant dans les statuts de la vieille C.G.T. — suppression du salariat et du patronat — ne sont pas réalisés ; mais à côté de la lutte pour la suppression du capitalisme — suppression sur laquelle il y aurait beaucoup à dire — il y a aussi la lutte pour la limitation de l'exploitation des salariés, la lutte pour que les travailleurs améliorent leurs conditions d'existence et prennent dans ladite société capitaliste une place de plus en plus grande. Et les formes de cette lutte ne sont-elles pas fonction des conditions du moment dont les militants ne peuvent pas ne pas tenir compte ?

Ce qui nous a peut-être le plus inquiété au cours de cette conférence, c'est la forme de dédain — voire de mépris — que l'on constate chez des militants dévoués, et qui se croient sérieux, pour la connaissance et l'étude des problèmes économiques, connaissance sans laquelle on agit dans le noir.

Dans les affirmations révolutionnaires dont certains paraissent encore nourrir leur pensée, l'apolitisme d'autrefois a eu sa large place. Même la formule « politique syndicale » a été jugée dangereuse comme pouvant nuire à la propagande et son remplacement par une autre moins compromettante demandée. Nous comprenons bien que pour la plupart des militants c'est moins de la politique en soi que de l'indépendance à l'égard des partis politiques qu'il était question. Mais là encore, certains ont la nostalgie de la C.G.T. d'avant 1914 qui liait à l'action sociale une activité politique. On a parlé, en effet, de l'antifascisme, de l'antistalinisme, du problème colonial. Ne sont-ce pas là des questions politiques, et croit-on que si des thèses avaient été développées sur ces problèmes, elles eussent pu réunir l'agrément de l'ensemble des travailleurs ?

Sans doute les syndicalistes doivent-ils se prononcer à l'égard du régime stalinien qui est un fait et leur est présenté comme un régime assurant la

libération des travailleurs, mais la lutte antifasciste — qui couvre des réalités souvent fort diverses — et le problème colonial sont autrement complexes. Certains assimilent au fascisme toute manifestation d'autorité, mais croit-on que tous les militants sous-craieraient d'un commun accord aux postulats de l'anticolonialisme de principe du passé ? Il nous paraît difficile de concilier une prise de position sur les problèmes politiques avec l'union dans un même mouvement de tenants d'opinions politiques aussi divergentes.

On a parlé de l'Etat — l'Etat d'avant 1914 — considéré comme appareil d'exécution du capitalisme — de la classe dominante. Sans entrer dans le détail, on peut affirmer que cette définition, cette assimilation n'est plus exacte. Il n'y a plus, au sens traditionnel du mot, une classe dominante. L'Etat est, aujourd'hui, l'expression de l'ensemble des classes sociales — du rapport des forces, si l'on veut employer cette formule — et s'il est vrai qu'avant 1914 les lois étaient au service des possesseurs, il n'y a qu'à faire l'inventaire de la législation actuelle pour s'apercevoir de la différence.

Il en est de même de la lutte de classes. On en est resté à la notion du capitalisme de droit divin, alors que le capitalisme lui aussi a changé. Nous n'énumérerons pas, avec les lois de protection des travailleurs, les obligations et limitations imposées au patronat, qui font que « charbonnier — le capitaliste — n'est plus (absolument) maître chez soi ».

Que l'on espère un jour faire la révolution, comme vision messianique, très bien, mais en attendant, les travailleurs ne se nourrissent pas d'espoirs ; ils vivent dans un régime où leurs conditions de vie sont fonction de la prospérité économique et du rendement des entreprises. Puisque vous ne pouvez faire la révolution à laquelle vous aspirez, collaborez au développement des entreprises, à leur productivité et revendiquez la plus large part pour les travailleurs. Il est préférable de travailler dans des entreprises prospères, bien outillées et organisées, dans lesquelles les travailleurs peuvent obtenir des améliorations que dans des entreprises marginales qui végètent, périssent et risquent de disparaître. Sans doute peut-on penser que dans ces dernières se dresseront des révoltés, peut-être, mais en attendant qu'ils soient des révolutionnaires il en sortira sûrement des chômeurs (1).

On dira que c'est du réformisme, de la collaboration de classes. Qu'importent les épithètes ! Ce qui compte ce sont les résultats. Collaboration et lutte de classes ne sont pas des réalités aussi anti-nomiques que certains le prétendent. On collabore à la bonne marche de l'entreprise et on lutte pour en obtenir sa meilleure part. Les révolutionnaires n'ont rien révolutionné, pas même leur propre pensée, mais il a été réalisé des réformes qui ont permis d'améliorer le sort des travailleurs. Et s'il est vrai que l'action des révolutionnaires a contribué à

(1) On a constaté l'incapacité de la plupart des membres des comités d'entreprise à remplir les fonctions attribuées par la loi, mais en toute logique traditionnellement révolutionnaire on se montre méfiant à l'égard des techniciens, englobés collectivement sous le terme de technocrates, tant en ce qui concerne les tâches qui pourraient leur être confiées sous la direction syndicale, comme cela se passe ailleurs, qu'en ce qui concerne leur admission dans les syndicats, puisqu'il a été proposé de rejeter ceux qui, par leurs fonctions ou leurs émoluments, pouvaient être considérés comme ne faisant pas partie de la classe ouvrière.

